

La Confédération a participé à la colonisation de manière indirecte, selon des recherches émergentes

La Suisse, active dans les colonies

PROPOS RECUEILLIS PAR
SOPHIE DUPONT

Histoire ► Ces dernières années, l'implication de personnages suisses comme Louis Agassiz ou David de Pury à la fabrique de l'idéologie raciste et à l'entreprise coloniale a été révélée au grand jour. La participation de la Confédération a été quant à elle peu questionnée. Mais cela change. Des recherches remettent en cause l'image d'un Etat à part, resté en dehors de l'expansion coloniale. La revue de la Commission fédérale contre le racisme *Tamgram* consacre son dernier numéro aux héritages coloniaux de la Suisse. Interview de Fabio Rossinelli, docteur en histoire contemporaine.

Comment se positionnait la Confédération au moment où les colonies se développaient?
Fabio Rossinelli: Contrairement aux pays voisins, la Suisse n'a pas eu de politique coloniale officielle. C'est principalement lié au fait qu'elle n'avait pas accès à la mer. La décentralisation du pouvoir politique suisse a également joué un rôle. La diversité des intérêts entre les cantons ne permettait pas une véritable cohésion. Il faut dire aussi qu'au XIX^e siècle, l'appareil d'Etat était très léger et la Confédération ne voulait pas avoir de dépenses exagérées, surtout dans un système fédéraliste.

Cela n'a pas empêché des figures politiques de premier plan, y compris des conseillers fédéraux, de promouvoir la colonisation. Jakob Dubs, au Conseil fédéral entre 1861 et 1872, était un fervent promoteur de projets de transformation de la Suisse en puissance maritime, avec une visée expansionniste. La Confédération a participé à la colonisation de manière informelle à travers l'économie et retirait certains avantages à rester en retrait.

Quels étaient ces avantages?
La Suisse se profile comme un pays non rival des empires. Comme elle n'a pas de possession coloniale, les grandes puissances lui ouvrent la porte. Ses ressortissants se rendent dans plusieurs colonies pour y faire du commerce et diversifient leurs marchés outre-mer. Le deuxième avantage, c'est le renforcement de la neutralité sur la scène internationale. La Suisse devient arbitre des conflits entre grandes puissances.



Nettoyage de la statue de David de Pury à Neuchâtel, aspergée de peinture rouge par des activistes en juillet 2020. KEYSTONE

Vos recherches montrent des interactions entre la Confédération et des entreprises privées qui avaient des activités dans les colonies...
L'Etat était plutôt effacé publiquement, mais toujours présent en coulisse. Il participait à ce que les intérêts économiques et migratoires de la Suisse puissent s'étendre et soutenait également des initiatives privées pour la diffusion de l'idéologie coloniale. Des sociétés suisses étaient actives dans l'extraction de l'or en Afrique du Sud ou dans l'importation de matières premières comme les fibres textiles. La principale industrie d'exportation suisse était le textile. Pour fabriquer et exporter des produits finis, surtout de niche, il fallait importer des matières premières, comme les métaux précieux pour l'horlogerie. On sait très peu de choses de ces importations. Les recherches concernant cette époque se focalisent plutôt sur l'exportation.

Quel était le rôle des sociétés de géographie?
Ce sont des cercles privés d'études

géographiques, qui existaient dans toute l'Europe et où se retrouvaient les milieux dirigeants des pays. Patrons, politiciens, chefs de l'armée et intellectuels se réunissaient informellement et à huis clos pour étudier le monde et réfléchir à l'exploitation des territoires. Les sociétés helvétiques discutaient sur la base de cartes et autres supports pour améliorer la compétitivité de la Suisse dans le monde et diffusaient une vision coloniale et raciste via des congrès, publications, expositions. Des membres du Conseil national et du Conseil fédéral en faisaient partie à titre privé. Parmi eux, le conseiller fédéral Numa Droz, qui a été président de la Confédération et a fait une bonne partie de sa carrière au Département des affaires étrangères.

Comment interviendra-t-il en leur faveur?
En 1888, la Confédération fonde le Bureau fédéral de l'émigration. Deux commissaires nommés par Numa Droz sont membres des sociétés de géographie. Officiellement, son objectif est

d'encadrer les flux migratoires de la Suisse vers l'étranger en renseignant la population locale sur les contrées d'outre-mer, où partaient les couches sociales les plus pauvres. Mais, informellement, le bureau participait à transmettre des informations économiques aux sociétés de géographie qui les transféraient à leurs associés. La Suisse s'affirme en tant que puissance économique. Et elle affirme en parallèle sa politique des bons offices.

En quoi consistait l'arbitrage de conflits?
Il y avait des rivalités entre empires, qui se disputaient des zones d'exploitation. Il s'agissait de zones maritimes pour la pêche par exemple ou des conflits territoriaux de frontières. Comme les canaux diplomatiques étaient effacés, une solution trouvée était l'arbitrage, délégué à un Etat neutre. La Confédération était largement impliquée en cela.
Lors d'un conflit opposant la Grande-Bretagne et les Etats-Unis au Portugal à propos d'un chemin de fer international traversant le Mozambique

portugais, l'arbitrage a pris une décennie. Durant cette période, le Portugal a renoncé à expulser les missionnaires romands de son territoire mozambiquien pour éviter de créer des tensions avec le Conseil fédéral qui devait prononcer son jugement. Dans quelle mesure ces arbitrages ont-ils favorisé les intérêts de la Suisse dans les colonies? Ont-ils pu être une arme pour obtenir des concessions dans le cadre de rapports bilatéraux avec les parties impliquées? Vers la fin du XIX^e siècle, l'ambassade de France à Berne a déclaré, dans une correspondance personnelle, «la marine de la Suisse, c'est l'arbitrage». Cela laisse penser qu'il y avait des contreparties. Des recherches doivent être menées.

«Ce n'est pas évident pour un pays qui n'a pas eu de colonies de s'interroger sur son passé colonial»

Fabio Rossinelli

Vous parlez d'une lacune dans la recherche et d'un récit national qui s'entient à l'absence d'implication officielle de la Suisse dans l'entreprise coloniale...
Ce n'est pas évident pour un pays qui n'a pas eu de colonies de s'interroger sur son passé colonial. D'autant plus quand le narratif officiel présente une image aux antipodes d'une Suisse coloniale. Alors que le conseiller fédéral Numa Droz affirmait, en 1891, «si nous ne sommes pas un peuple de marins, nous n'en avons pas moins nos explorateurs et nos colonisateurs», Ignazio Cassis déclare cent trente ans plus tard que «les organes du pays n'étaient pas impliqués». C'est au mieux de l'ignorance, au pire une volonté d'effacer l'histoire. Mais si la Confédération commençait maintenant à dire qu'elle était présente comme Etat, elle ouvrirait une brèche qui entacherait la mémoire de l'histoire suisse. Et des questions brûlantes d'éventuelles réparations se poseraient. I

Sur la question des sociétés de géographie, lire l'ouvrage Fabio Rossinelli, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Editions Alphil, 2022. Disponible gratuitement en ligne.

Milliers de manifestant-es pour la fin des violences à Gaza

Berne ► Plusieurs milliers de personnes venues de toute la Suisse ont exigé samedi sur la Place fédérale à Berne la fin de la violence dans la bande de Gaza. La manifestation avait été autorisée et s'est déroulée pacifiquement. Les organisateurs ont exhorté à plusieurs reprises les quelque 10 000 manifestant-es, selon leur propre décompte, à ne pas brandir d'autres drapeaux que celui de la Palestine et à suivre les consignes de sécurité de la police. Ils ont également averti que les comportements discriminatoires ne seraient pas tolérés. Ces recommandations ont été généralement respectées. Les personnes qui ont pris la parole ont déploré la violence et les victimes de tous les côtés. Elles ont aussi appelé Israël, en tant que puissance occupante,

à libérer les territoires palestiniens. Les participants ont scandé «Israël terroriste» ou le slogan controversé «from the river to the sea, Palestine will be free» (en français: «de la rivière – le Jourdain, ndlr – à la mer, la Palestine sera libre»). Il est considéré comme antisémite par les Israéliens qui jugent qu'il dénie le droit à leur pays d'exister. Les manifestants étaient bruyants et en partie enflammés, mais pas violents. La police se trouvait sur les lieux, prête à intervenir avec des effectifs plus importants restés en retrait. Les forces de l'ordre ont contrôlé des personnes qui brandissaient des drapeaux ou des banderoles au contenu posant problème, a constaté une journaliste de l'agence de presse Keystone-ATS sur place. Cer-

taines d'entre elles ont été emmenées au poste ou appelées à quitter les lieux, a précisé la police cantonale dans un message sur le réseau social X, ex-Twitter. Vers la fin de la manifestation, une minute de silence en hommage aux victimes du conflit a été brièvement interrompue par des cris. Les manifestants ont demandé un cessez-le-feu et la «fin de l'occupation de la Palestine par Israël». Ils ont accusé l'Etat hébreu de pratiquer un «système d'apartheid» ainsi qu'un «nettoyage ethnique». Selon eux, ce système ne peut être maintenu que grâce au soutien financier et militaire des Etats-Unis et des pays européens. La manifestation s'est déroulée dans le froid et sous la pluie jusque vers 16h. Elle avait été autorisée par la ville de Berne.

Son directeur de la sécurité, Reto Nause, est venu sur place en personne samedi après-midi pour se faire une idée de la situation. La foule a globalement suivi les recommandations des organisateurs. C'est de loin celle des trois manifestations qui se sont tenues à Berne depuis l'attaque d'Israël par le Hamas le 7 octobre qui a réuni le plus de monde. Le chiffre affiché par les organisateurs, 10 000, n'est pas loin de la réalité, selon une journaliste de Keystone-ATS sur place. Le 18 octobre, ils étaient à peine 1500 et encore moins quelques jours plus tôt. Le plus grand rassemblement favorable aux Palestiniens avait réuni quelque 7000 personnes il y a une semaine à Zurich. Vendredi soir à Genève s'est tenue une autre manifestation

pro-palestinienne, plus spontanée celle-là. Elle a réuni tard le soir une cinquantaine de «jeunes de toutes origines et confessions», selon les organisateurs. Ils ont entre autres dénoncé la «colonisation» israélienne en Palestine et exigé «la fin immédiate de l'occupation et du génocide en cours à Gaza». Dans un communiqué diffusé sur le site «information et luttes» Renversé, de l'extrême-gauche de Suisse romande, ils ont également blâmé les «Etats bourgeois occidentaux» qui se «délèctent» de la «colonisation» de l'Etat hébreu «illégitime» et qui profitent d'avantages économiques à travers le commerce d'armes avec Israël et l'implantation d'entreprises dans les territoires occupés. **ATS**

TEMPÊTE SEULEMENT DES DÉGÂTS MATÉRIELS

La Suisse a été balayée ce week-end par la tempête Domingos qui a provoqué des rafales tempétueuses de plus de 140 km/h en montagne et 110 km/h en plaine. La neige est tombée en abondance sur les hauteurs et passagèrement jusqu'en plaine en Valais central. Domingos a provoqué des dégâts, sans faire de blessés. Il a principalement fallu intervenir pour des chutes d'arbres, des bâches publicitaires envolées et des signalisations de chantiers tombées. C'est la première tempête automnale de la saison. Elle a soufflé dans toute l'Europe de l'ouest et centrale, où elle a fait des dégâts autrement plus importants et des victimes. **ATS**